

Nations Unies
ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 836^e
SÉANCE

Mardi 13 novembre 1962,
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

Page

Point 36 de l'ordre du jour:

Question de la convocation d'une conférence
internationale chargée d'examiner les pro-
blèmes du commerce (suite)

Examen des projets de résolution (suite) . . 263

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI
(Pologne).

POINT 36 DE L'ORDRE DU JOUR

Question de la convocation d'une conférence internationale
chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/5221,
A/C.2/214, A/C.2/L.645, A/C.2/L.648/Rev.1 et Add.1,
E/3631 et Add.1 à 4) [suite]

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION
(A/C.2/L.645, A/C.2/L.648/REV.1 ET ADD.1) [suite]

1. M. VIAUD (France) tient à rendre hommage, au nom de sa délégation, aux auteurs du projet de résolution révisé (A/C.2/L.648/Rev.1 et Add.1), dont les efforts en vue de parvenir à un texte acceptable pour toutes les délégations témoignent d'un esprit de conciliation que la délégation française apprécie comme il convient. Elle constate notamment avec satisfaction que le considérant relatif aux groupements économiques régionaux a été remplacé, comme il avait été suggéré, par le texte correspondant de la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social, que celui-ci avait adopté à l'unanimité. Le texte révisé accuse donc une amélioration sensible mais appelle encore certaines observations.

2. En ce qui concerne le dernier considérant, le représentant de la France estime, avec d'autres délégations, que, dans la version française, le mot "organisation" n'est pas satisfaisant parce que, dans ce contexte, il évoque l'idée d'une institution. Ce n'est certainement pas cela qu'ont voulu les auteurs du projet. Dans le même alinéa, il serait préférable, pour rendre le texte français plus conforme à l'original anglais, d'écrire "le cadre des institutions devra être adapté" au lieu de la tournure active.

3. Pour ce qui est du paragraphe 2 du dispositif, tout le monde s'accorde à estimer que le Comité préparatoire doit commencer ses travaux le plus tôt possible et qu'il sera probablement amené à tenir plusieurs sessions. Il est certain que le Conseil économique et social ne pourra pas prendre de décision sur la base d'un rapport présenté dès sa trente-cinquième session, mais il est bon qu'il soit saisi d'un rapport intérimaire afin de pouvoir donner, s'il le juge nécessaire, des directives complémentaires au Comité préparatoire. La délégation française est donc d'accord sur les alinéas *b* et *c* de ce paragraphe du nouveau texte. Si la composition du Comité

préparatoire doit être élargie, la délégation française, comme celle des Etats-Unis, désire y voir entrer à la fois des représentants des pays en voie de développement et des principales nations commerçantes du monde. La délégation française, sans être opposée en principe à cet élargissement, n'est pas encore convaincue qu'un nombre de membres inférieur à 30 ne pourrait aussi bien assurer la représentation adéquate des groupes de pays et des divers intérêts en présence. Elle attend, avant d'arrêter définitivement sa position, les observations des autres membres ainsi que les réponses des auteurs du projet.

4. Quant à la date de la convocation de la Conférence, que fixe le paragraphe 3, la délégation française pense que, s'il est légitime pour l'Assemblée générale de pousser le Conseil économique et social à convoquer cette conférence à une date aussi rapprochée que possible, elle doit le faire d'une manière pratique et réaliste, en tenant compte non seulement de la nécessité d'une préparation soignée de l'ordre du jour, mais aussi de considérations purement matérielles. Le représentant de la France ne voit pas comment le Conseil économique et social pourrait, au mois de juillet 1963, convoquer une conférence pour une date qui ne laisserait que quelques semaines pour la désignation des représentants et l'envoi à ceux-ci des documents nécessaires, surtout du rapport final du Conseil. Septembre 1963 semble donc trop rapproché de la trente-sixième session du Conseil économique et social. En outre, il n'est pas souhaitable que l'Assemblée prescrive au Conseil une date précise pour la convocation de la Conférence alors que ce pouvoir lui est fort justement délégué aux termes de la Charte des Nations Unies. Il conviendrait de faire confiance au Conseil, tout en attirant son attention sur les vues exprimées par les diverses délégations. Il suffirait pour cela de supprimer les derniers mots du paragraphe 3, à savoir "et au plus tard en septembre 1963". Le Conseil fixera certainement la date la plus rapprochée possible et la plus propre à assurer le succès de la Conférence.

5. La délégation française est d'accord avec la délégation du Royaume-Uni pour penser qu'il conviendrait de préciser l'alinéa *b* du paragraphe 5 et elle espère que cette suggestion sera acceptée par les auteurs. M. Viaud tient à renouveler la critique qu'il a formulée dans son intervention précédente au sujet de l'alinéa *c* du paragraphe 5, relatif à l'élimination des entraves aux échanges. Cette élimination des entraves ne peut être qu'une entreprise commune, à laquelle chaque pays, qu'il soit industrialisé ou en voie de développement, doit être associé en fonction de ses possibilités. L'idée de cette entreprise commune d'élimination des entraves et de libéralisation du commerce n'apparaît pas assez clairement, à son avis, à la lecture du texte du paragraphe 5. Il souhaite que la partie centrale de cet alinéa soit supprimée, spécialement les mots "insti-

tuées par des pays industrialisés, isolément ou en tant que groupements économiques". Cette suppression n'enlèverait au texte rien de sa portée ni de l'importance des efforts que les pays industrialisés doivent accomplir en vue de la réduction et de la suppression définitive des obstacles du commerce.

6. Le représentant de la France se réserve le droit de présenter ultérieurement d'autres observations sur la rédaction du projet.

7. M. KLUTZNICK (Etats-Unis) exprime la satisfaction de sa délégation devant les efforts des auteurs pour arriver à établir le texte révisé et souhaite qu'ils conduisent aux mêmes résultats que l'année précédente pour la résolution 1710 (XVI) relative à la Décennie des Nations Unies pour le développement, qui a été adoptée à l'unanimité. Il remercie le représentant de la Yougoslavie de la façon lucide et précise dont il a expliqué le texte révisé à la séance précédente. La délégation américaine voudrait pouvoir être d'accord avec ces propositions. Il espère que les auteurs croiront au désir de la délégation américaine d'arriver également à la presque unanimité à ce sujet. M. Klutznick tient à rectifier la citation du compte rendu analytique de la 828ème séance qui figure dans le texte de la déclaration du représentant de la Yougoslavie. La phrase citée doit se lire: "Même si l'on doit, comme l'a dit le représentant du Liban, étudier d'une manière approfondie la création éventuelle de nouveaux organismes, le paragraphe 4 du texte existant n'exclut pas cette possibilité."

8. Au cours du débat sur la question de la convocation d'une conférence internationale sur le commerce, on s'est maintes fois référé à la nécessité de la coopération de toutes les parties, ce qui implique certains compromis. La délégation américaine a été très loin à cet égard. Elle craignait au début qu'une conférence ne donne lieu à des polémiques qui gêneraient les activités actuellement déployées pour assister les pays en voie de développement dans leurs problèmes commerciaux, notamment ceux des Comités II et III du GATT. La résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social posait les bases d'une conférence qui ne gênerait pas les autres activités dans le domaine du commerce et prévoyait la participation du GATT, du FMI et d'autres organisations internationales à la préparation de cette conférence. La délégation américaine est alors arrivée à une entente très satisfaisante avec celles du Brésil, de l'Ethiopie, de l'Inde et de la Yougoslavie, et elle a pleinement appuyé la résolution du Conseil. Elle a exprimé en même temps son opinion qu'une conférence utile et bien préparée ne pourrait se tenir avant 1964. Etant donné ce qui avait été convenu au Conseil économique et social, la délégation américaine ne considèrerait pas sage de soulever à l'Assemblée générale la question de l'ordre du jour, pensant que le Comité préparatoire serait mieux à même de s'en occuper. Mais, comme les Etats-Unis ne sont qu'un Membre sur 110, la délégation américaine a suivi ceux qui désiraient donner des indications générales au Comité préparatoire. Elle aurait préféré l'alinéa d du paragraphe 4 du texte initial (A/C.2/L.648 et Corr.1 et Add.1 à 4) à l'alinéa d du paragraphe 5 du texte révisé, mais elle pense, comme l'a dit le représentant de la Birmanie, que le Comité préparatoire reste chargé du travail effectif en ce qui concerne l'ordre du jour et garde pour tâche d'assurer le succès de la conférence internationale.

9. Bien qu'elle croie qu'un comité préparatoire de 18 membres pourrait travailler plus efficacement, la délégation américaine est prête à accepter un élargissement de la composition de ce comité, pour autant qu'une répartition géographique équitable et une représentation adéquate des pays en voie de développement et des grandes nations commerçantes soient assurées. Le léger amendement qu'elle propose pour l'alinéa a du paragraphe 2 ne repose que sur l'idée que les travaux du Comité préparatoire doivent être un dialogue entre les divers intérêts en présence, et non un monologue stérile.

10. Le Gouvernement des Etats-Unis avait fait des plans pour participer à la première réunion du Comité préparatoire en mars 1963, conformément à la résolution 917 (XXXIV) du Conseil économique et social. La délégation américaine est cependant prête à accepter que la première réunion ait lieu en janvier 1963, selon les suggestions du représentant de la Yougoslavie. Comme l'a dit ce dernier, ce comité devra se réunir probablement trois fois, ce qui portera ses travaux jusqu'à la fin août 1963.

11. La délégation américaine a constaté avec satisfaction que le nouveau texte, non seulement reprend la décision du Conseil économique et social de convoquer la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais dispose clairement que la documentation nécessaire sera préparée selon les indications de cette résolution, ce qui réserve à des organisations telles que la FAO, le FMI et le GATT le rôle qui leur revient dans les travaux de préparation.

12. Bien qu'elle ait des appréhensions au sujet d'autres dispositions, la délégation américaine est prête à appuyer le projet de résolution dont la Commission est saisie, à l'exception d'un point très important, celui de la date limite pour la convocation de la Conférence. Elle est convaincue qu'une conférence dont le Conseil économique et social déciderait la convocation en juillet 1963 ne pourrait pas se tenir utilement avant les premiers mois ou le milieu de 1964. Un délai plus court empêcherait la préparation nécessaire non seulement au Secrétaire et dans les autres organisations internationales intéressées, mais aussi dans les pays qui participeront à la Conférence. Elle considère que le représentant de la Yougoslavie a pris une sage précaution en prévoyant la possibilité d'une troisième session du Comité préparatoire en août 1963. Mais la documentation présentée en août ne pourrait pas être traduite, distribuée aux gouvernements et étudiée soigneusement pendant les quelques mois qui resteraient en 1963, cette période coïncidant en outre avec la dix-huitième session de l'Assemblée générale. Les gouvernements ne seraient pas prêts, en septembre, à étudier des propositions concrètes. La délégation américaine n'ignore pas que le Conseil économique et social possède, en vertu du paragraphe 4 de l'Article 62 de la Charte, le pouvoir de fixer la date de la Conférence, mais elle tient à honorer ses engagements, exprimés ou implicites, et ne pourrait en bonne conscience voter pour un texte fixant une date dont elle a la conviction qu'elle n'est ni possible ni souhaitable. Ses craintes sont d'ailleurs partagées par beaucoup d'autres délégations. Elle demande donc instamment la suppression des sept derniers mots du paragraphe 3 du dispositif, ou leur remplacement par le texte suivant: "En tenant compte des vues exprimées au cours de l'examen de cette question par l'Assemblée générale".

Une telle rédaction attirerait l'attention du Conseil sur l'opinion de ceux qui croient que la Conférence devrait se tenir en 1963 aussi bien que sur celle de ceux qui pensent qu'un délai plus long est nécessaire. La modification demandée permettrait à la délégation américaine de voter en faveur du projet de résolution tel qu'il se présente.

13. La délégation des Etats-Unis a la conviction que la Conférence devrait concentrer ses travaux sur les problèmes commerciaux des pays en voie de développement. Ces travaux devraient comprendre la question du commerce entre les pays en voie de développement et les pays développés, les pays à économie planifiée comme les pays de libre entreprise. La délégation américaine est satisfaite à cet égard de la rédaction de la subdivision i de l'alinéa a du paragraphe 5.

14. Elle sait également qu'il existe des problèmes commerciaux entre les pays développés de libre entreprise et ceux dont l'économie est planifiée. Les Etats-Unis pourraient formuler leur part de doléances contre les pratiques commerciales du bloc soviétique, mais ils estiment qu'elles seraient déplacées à la Conférence. Toutes les mesures concrètes que prendra la Conférence doivent uniquement viser à favoriser le commerce des pays en voie de développement. Dans ces conditions, pourquoi l'Union soviétique devrait-elle insister pour formuler des plaintes à la Conférence et essayer d'obtenir certains avantages? Si les pays de libre entreprise et les pays membres du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) font état de leurs doléances mutuelles à la Conférence, le problème urgent des pays en voie de développement sera relégué à l'arrière-plan. Cela n'est certes pas trop demander, puisque le représentant de l'Union soviétique a dit dans sa dernière intervention que son pays, en ce qui le concerne, peut parfaitement se passer d'une conférence sur le commerce. La délégation américaine interprète l'alinéa g du paragraphe 5 comme signifiant que la Conférence considérera l'expansion des échanges commerciaux en général comme la conséquence de l'amélioration des marchés pour les pays en voie de développement, sans s'occuper des doléances que les pays membres du COMECON et les pays industriels occidentaux pourraient avoir à formuler.

15. Toute conférence, par sa nature même, doit être limitée quant à sa durée et à son ordre du jour. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devra s'occuper des aspects divers de nombreux problèmes commerciaux; elle ne saurait les examiner tous, qu'elle dure deux ou six semaines. L'important est de s'attacher aux problèmes commerciaux des pays en voie de développement. Si l'on y fait autre chose, on ira à l'encontre de tout ce qu'on a dit de l'urgence de ces problèmes. Ce serait manquer une occasion historique. La délégation américaine n'ignore pas qu'il existe d'autres problèmes, mais elle veut que la Conférence réponde à son véritable objet. C'est pourquoi elle est prête à apporter sa pleine coopération et espère que la Commission parviendra à une décision unanime.

16. M. ARKADYEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation était tout à fait sincère lorsqu'elle disait sentir un esprit de coopération et une attitude constructive parmi les auteurs du projet de résolution révisé. Mais cela ne signifie aucunement que la délégation soviétique soit entièrement satisfaite de cette dernière version

du projet de résolution. Les déclarations des représentants de la France et des Etats-Unis montrent un incessant travail de sape des propositions pratiques qui ont été présentées. Il semble que ces représentants ont senti les auteurs du projet faiblir sur certains points. Pour obtenir une rédaction qui leur convienne parfaitement, ils exercent une pression constante, qu'ils appliquent chaque jour sur un secteur différent. La délégation de l'Union soviétique déplore cette détérioration. Toutes sortes d'arguments aussi étranges que sans fondement ont été produits, par exemple pour essayer de montrer, à propos de la date de la convocation de la Conférence, qu'il est impossible au Comité préparatoire de se réunir avant un certain moment et que la Conférence ne pourrait pas avoir lieu avant 1964. On pourrait, à ce compte, aussi bien dire 1965 ou 1966. Le projet de résolution est pourtant formulé d'une manière claire. Le Conseil économique et social, à sa trente-quatrième session, a déjà décidé que la Conférence se tiendrait en 1963. Il en est de même de la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162). Le projet de résolution, bien qu'il ait reporté la Conférence de juillet à septembre 1963, est encore l'objet d'attaques. Le désir de convoquer la Conférence en 1963 dénote une attitude réaliste, et montre qu'on souhaite son succès. Mais il semble que, de l'autre côté, on cherche à étouffer progressivement ce projet.

17. D'autre part, les Etats-Unis déclarent qu'ils ne peuvent admettre que l'Union soviétique présente ses propres doléances à la Conférence. L'Union soviétique n'en a nullement l'intention: elle a déjà dit que si les Etats-Unis ne veulent pas commercer avec les pays socialistes, c'est leur affaire. Mais il est des questions d'ordre pratique, comme l'amélioration des conditions du commerce international, son intensification, la suppression des entraves de toutes sortes aux échanges internationaux, qui intéressent tous les pays. Les Etats-Unis ne se sont pas opposés à ce qu'une conférence internationale serve de cadre à une discussion sur le café, le blé, l'étain ou le zinc; pourquoi dès lors s'opposeraient-ils à ce que la prochaine conférence examine de façon plus générale les problèmes concrets du commerce international? De son côté, le représentant de la France estime qu'il faut priver les quelque 110 membres de l'Assemblée générale du droit d'examiner la question de la convocation de la Conférence. Pour lui, c'est là la chasse gardée du seul Conseil économique et social et de ses 18 membres. Mais qui a fixé de tels pouvoirs? Personne, c'est pure invention de sa part. On voit fort bien que tous ces raisonnements ne sont qu'un prétexte dont se servent ces pays pour faire prévaloir leur propre point de vue. L'Assemblée générale n'en sera pas dupe et se prononcera en toute indépendance afin d'assurer le succès de la Conférence.

18. Sous bien des aspects, le projet de résolution révisé ne répond pas au point de vue de l'Union soviétique. Dans la déclaration qu'il a faite à la 835ème séance, le représentant de la Yougoslavie laisse entendre que le nouveau texte n'exclut pas la possibilité de modifier le système institutionnel existant. Mais aucune des variantes ou initiatives nouvelles ne représente le point de vue de l'Union soviétique en la matière. La délégation de l'Union soviétique a appuyé les amendements des six puissances (A/C.2/L.651/Rev.1); c'est le seul texte qu'elle puisse accepter. Quant aux modifications apportées

dans la nouvelle version du projet de résolution, si elles satisfont, paraît-il, les auteurs des amendements, elles ne correspondent pas à la position de l'Union soviétique, qui souhaite qu'on puisse examiner à la Conférence la question de la création d'une organisation commerciale. Enfin, les quatrième et dixième considérants du projet de résolution révisé impliquent à juste titre que la solution des problèmes du commerce dépend de la coopération de tous les pays; or, le projet de résolution ne dit rien sur la nécessité d'inviter à la Conférence tous les pays qui désirent y participer, ainsi que l'avait proposé l'Union soviétique; il est bien évident que le succès de la Conférence dépendra d'une participation aussi large que possible, puisqu'elle a notamment pour objectif l'élargissement du commerce mondial. Si cela n'est pas exprimé clairement dans le projet de résolution, ce texte n'aura qu'une utilité toute relative.

19. M. CARANICAS (Grèce) tient à remercier les auteurs du texte révisé de l'esprit de conciliation dont ils ont fait preuve et à féliciter le représentant de la Yougoslavie de son brillant exposé, à la lumière duquel il convient du reste d'examiner les dispositions du projet de résolution révisé. Il lui semble que les deux principaux obstacles — composition du Comité préparatoire et date de la Conférence — ont été sinon surmontés à la satisfaction générale, du moins suffisamment réduits pour que la Commission puisse arriver à un accord.

20. M. Caranicas estime que le neuvième considérant serait amélioré si l'on retenait la suggestion de l'Union soviétique. En ce qui concerne l'alinéa a du paragraphe 2 du dispositif, la délégation grecque continue de croire qu'il serait sage de limiter, pour des raisons d'efficacité, la composition du Comité préparatoire, mais elle est prête à se rallier à l'opinion de la majorité et à accepter le texte actuel en y ajoutant, comme l'ont proposé les Etats-Unis, les mots "et des principales nations commerçantes". Quant au paragraphe 3, M. Caranicas demeure persuadé qu'il ne sera pas possible d'ouvrir la Conférence avant le début de 1964; néanmoins, il votera pour le texte sous sa forme actuelle, parce qu'il offre sans doute la seule possibilité d'obtenir la majorité des voix. M. Caranicas estime qu'après l'échange de vues entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, il n'y a pas lieu de douter que le texte de la subdivision i de l'alinéa a du paragraphe 5 soit généralement acceptable; il en va de même pour la proposition d'ordre rédactionnel faite par le Royaume-Uni à propos des alinéas a, iv, et b du paragraphe 5. Pour ce qui est de l'alinéa c du paragraphe 5, M. Caranicas est d'avis qu'il convient de supprimer le membre de phrase qu'a critiqué le représentant de la France et suggère d'insérer le mot "progressives" après les mots "Mesures" et les mots "par conséquent" après les mots "pays en voie de développement et". Enfin, le texte de l'alinéa d pêche par la longueur et la lourdeur et aurait pu être amélioré; quoi qu'on puisse faire, il semble bien que les diverses délégations soient décidées à maintenir leur position en ce qui concerne les mesures d'organisation éventuelles; de toute façon, c'est le Comité préparatoire qui décidera en dernier ressort.

21. En conséquence, M. Caranicas espère que le texte du projet de résolution révisé pourra être approuvé à l'unanimité, compte tenu des quelques modifications proposées.

22. M. KLUTZNICK (Etats-Unis d'Amérique), exerçant son droit de réponse, regrette que l'Union soviétique ait cru bon d'employer des termes militaires à propos de l'attitude de certains pays dans le présent débat. Il est persuadé que le représentant de l'Union soviétique voudra bien admettre que les Etats-Unis, par exemple, ont sur certains points des vues tout aussi arrêtées que les siennes. La délégation américaine n'a jamais voulu faire obstacle à l'examen de toute question pertinente; elle insiste seulement sur le fait que la Conférence devra s'attacher principalement à l'étude des problèmes du commerce et du développement des pays en voie de développement. Il est vrai que les Etats-Unis ont participé à une conférence internationale sur le café, mais précisément il n'était pas question d'y discuter le caviar; de même, l'ordre du jour de la prochaine Conférence doit se concentrer sur le problème des pays en voie de développement.

23. L'Union soviétique croit soudain déceler on ne sait quel noir dessein dans la discussion sur la date de la Conférence, mais les Etats-Unis n'ont jamais fait mystère qu'à leur avis cette conférence devrait avoir lieu en 1964; libre à d'autres d'opter pour 1963. A ce propos, le Conseil économique et social a adopté une formule diplomatique qui permettrait à chacun de rester sur ses positions; c'est encore la meilleure solution. Le meilleur moyen d'éviter, d'une part, ce qui paraît impossible aux Etats-Unis et, d'autre part, ce qui paraît inopportun à l'Union soviétique, c'est de laisser au Comité préparatoire le soin de prendre la décision, car il sera mieux à même de le faire en connaissance de cause.

24. M. VIAUD (France) exerçant lui aussi son droit de réponse, fait remarquer que, loin d'être une "invention" de sa part, l'autorité du Conseil économique et social en matière de convocation de conférences internationales est explicitement reconnue à l'Article 62 de la Charte. Sans doute, l'Assemblée générale peut, si elle le veut absolument, résilier ce mandat et se substituer au Conseil, mais le bon sens indique que ce qui a été accordé une fois ne devrait pas être retiré. L'Assemblée peut certes donner des directives sur les points qui ne sont pas couverts par la résolution 917 (XXXIV) du Conseil ou sur les points qui ont particulièrement retenu son attention, mais là encore tout est une question de mesure. Il faut laisser au Conseil suffisamment de latitude pour lui permettre de prendre une décision à la lumière des conclusions du Comité préparatoire; le fait que celui-ci sera élargi constitue une garantie que ses travaux amèneront le Conseil à prendre la meilleure décision possible en ce qui concerne la date et l'ordre du jour de la Conférence. Dans son souci de répartir les attributions et les responsabilités entre le Conseil et l'Assemblée, la France est animée du seul désir d'organiser les travaux aussi efficacement que possible.

25. M. UNWIN (Royaume-Uni) note que les auteurs du projet de résolution ont apporté à leur texte plusieurs modifications heureuses et rend hommage à leurs efforts incessants pour réduire les divergences de vues qui subsistent.

26. Malheureusement, la nouvelle version présentée à la Commission n'est pas encore pleinement satisfaisante car elle contient toujours plusieurs dispositions difficilement acceptables. Le Royaume-Uni est certes prêt à faire le maximum de compromis, mais il ne saurait sacrifier pour cela la nécessité primor-

diale de faire preuve d'esprit pratique. Il se déclare d'accord avec le représentant de la Yougoslavie pour ranger parmi les pays en voie de développement les pays dont l'économie est dans une large mesure tributaire d'une gamme réduite de produits agricoles. Bien que nation très développée, le Royaume-Uni a des liens fort étroits avec certains de ces pays et reconnaît pleinement la nécessité de ne pas négliger leurs problèmes et même peut-être la possibilité de les mentionner de façon concrète dans le texte du projet.

27. Par ailleurs, si les pays en voie de développement éprouvent des difficultés dans leurs relations commerciales non seulement avec les principales nations commerçantes, mais aussi avec les pays socialistes, ces problèmes exigent peut-être une solution différente qui risque d'être difficile à trouver même si elle ne concerne qu'un volume d'échanges relativement restreint. Les pays socialistes ne vivent généralement pas de leur commerce et n'ont donc pas senti au même point que les pays occidentaux la nécessité de s'organiser à l'intérieur d'institutions comme le GATT. Cette institution s'est développée et continue à prendre une importance croissante. Le Royaume-Uni admet donc que le projet de résolution souligne l'opportunité de développer les échanges entre pays en voie de développement et pays développés, quelles que soient les différences entre les systèmes commerciaux de ces derniers, mais il ne croit pas nécessaire de le faire à trois reprises différentes à l'intérieur du paragraphe 5 du dispositif. Il ne croit pas non plus qu'il faille soulever dès à présent le problème des échanges Est-Ouest et est prêt à renoncer, comme les Etats-Unis, à toute polémique sur ce point si l'Union soviétique accepte de faire de même.

28. Les précisions apportées par le représentant de la Yougoslavie à la séance précédente au sujet de la subdivision iv de l'alinéa a du paragraphe 5 ont été fort utiles et le nouveau texte de cet alinéa est préférable à l'ancien car il limite le domaine à examiner. Le reste du paragraphe semble néanmoins beaucoup trop détaillé et risque de donner aux experts des indications rigides à l'excès. En particulier, il devrait être possible de supprimer la fin de la subdivision i de l'alinéa d à partir des mots "et notamment, examen de l'expansion des relations commerciales ..." car la même idée est déjà exprimée à la subdivision i de l'alinéa a. De même, il serait préférable de supprimer les mots "de créer les conditions propres à élargir leur composition" à la subdivision ii de l'alinéa d car, si les organismes dont il s'agit sont des organes des Nations Unies, la question de leur composition est déjà régie par des règles, et s'ils ne le sont pas, il n'appartiendra pas au Comité préparatoire d'étudier leur composition.

29. La convocation de la Conférence a été reportée par les auteurs de juin 1963 à septembre 1963. Cet intervalle supplémentaire reste cependant trop bref pour permettre au Secrétariat de préparer la documentation nécessaire ou laisser le temps aux gouvernements de l'étudier. Le Royaume-Uni a toujours été d'avis qu'il était peu pratique de tenir une conférence ayant une utilité pratique avant 1964. C'est pourquoi il estime, comme la France et les Etats-Unis, que les mots "et au plus tard en septembre 1963" devraient être supprimés au paragraphe 3 du dispositif.

30. Quant à la composition du Comité préparatoire, elle devrait être déterminée compte tenu d'une

répartition géographique équitable et d'une représentation convenable des pays en voie de développement et des principales nations commerçantes, comme l'a proposé le représentant des Etats-Unis. Le Royaume-Uni n'est nullement convaincu que le Comité gagnera en efficacité si l'on nomme 12 nouveaux membres, mais il est prêt, dans un désir de compromis, à accepter un certain élargissement.

31. M. ROSENSTAND-HANSEN (Danemark) partage d'une manière générale l'avis du représentant des Etats-Unis, mais tient à rendre particulièrement hommage à l'attitude conciliatrice des auteurs du projet de résolution et aux efforts du représentant de la Yougoslavie. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement devra viser essentiellement à développer les échanges entre pays en voie de développement et pays développés, quelles que soient les différences entre les systèmes commerciaux de ces derniers, comme il est fort bien précisé à la subdivision i de l'alinéa a du paragraphe 5 du projet de résolution. Les problèmes du commerce Est-Ouest ne doivent donc pas occuper la première place parce qu'ils ne sont pas aussi urgents que ceux des pays en voie de développement. Le Danemark entretient d'excellentes relations commerciales avec les pays de l'Est et espère qu'elles ne cesseront de se renforcer à l'avenir.

32. A l'alinéa c du paragraphe 5, il serait préférable d'effectuer la suppression demandée par le représentant de la France et d'ajouter les mots "par conséquent" avant les mots "sur l'expansion des échanges internationaux en général". En outre, il conviendrait de supprimer les mots "et au plus tard en septembre 1963" au paragraphe 3, car il ne serait ni possible d'achever la préparation voulue avant le mois de septembre 1963 ni pratique de convoquer la Conférence en même temps que l'Assemblée générale. C'est au Conseil économique et social qu'il appartiendra de fixer la date d'ouverture de la Conférence, compte tenu des recommandations du Comité préparatoire. Si le paragraphe 3 était ainsi modifié et si les mots "par conséquent" étaient ajoutés à l'alinéa c du paragraphe 5, la délégation du Danemark serait en mesure de voter pour le projet de résolution.

33. Pour M. TODOROV (Bulgarie), il est excessif de s'en tenir à une position rigide et de reporter la convocation de la Conférence à l'année 1964 sous prétexte que le Comité préparatoire devra obligatoirement tenir une troisième session particulièrement importante. Il serait préférable que la deuxième session du Comité permette de conclure heureusement la préparation de la Conférence; en outre, même s'il fallait tenir une troisième session, ce ne serait assurément que pour mettre définitivement au point quelques questions de détail.

34. D'autre part, le représentant de la Bulgarie annonce que sa délégation s'est jointe à celle de la République socialiste soviétique de Biélorussie pour présenter un amendement (A/C.2/L.672) au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution révisé.

35. M. BRONNIKOV (République socialiste soviétique de Biélorussie) explique que l'amendement des deux puissances tend à ajouter au début du paragraphe 4 du dispositif un nouvel alinéa a ainsi conçu: "Prie le Secrétaire général d'inviter tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que tous les autres Etats qui le désireront à prendre part à la Conférence". L'absence d'une disposition de ce

genre est en effet particulièrement inexplicable étant donné l'universalité des échanges internationaux. Il ne faut pas perdre le sens des réalités. Il est évident que tous les pays du monde doivent être invités à la Conférence parce qu'ils participent tous au commerce international, qu'ils soient Membres de l'Organisation des Nations Unies ou non ou qu'ils entretiennent des relations diplomatiques avec d'autres pays ou non. C'est dans l'intérêt même des pays en voie de développement qu'il importe de les inviter. Des précédents existent d'ailleurs en la matière, puisque c'est précisément dans le même souci de réalisme que la Commission des questions sociales a accepté d'insérer une formule analogue dans son projet de résolution concernant la planification d'un développement économique et social équilibré^{1/}. Les auteurs de l'amendement espèrent donc que leur proposition sera dûment prise en considération.

36. M. WEIDINGER (Autriche) estime qu'il convient de se garder, au stade préliminaire actuel, de toute action qui diminuerait les chances d'obtenir à la Conférence des résultats concrets dans l'intérêt de tous les pays et, au premier chef, dans celui des pays en voie de développement. La délégation autrichienne espérait que les auteurs du projet parviendraient à un texte qui recueille l'assentiment général et regrette donc que la version révisée fixe toujours un délai trop court pour la convocation de la Conférence. A son avis, il serait plus sage de s'en tenir au compromis auquel le Conseil économique et social avait abouti dans sa résolution 917 (XXXIV) et de supprimer toute date précise. Il se peut que d'ici la fin des travaux du Comité préparatoire, la situation soit modifiée ou que certains pays qui réclament aujourd'hui une conférence prochaine reviennent sur leur position. Il est plus réaliste de laisser faire le temps et la nécessité est de ne pas fixer rigide-ment de calendrier des travaux. M. Weidinger prie donc instamment toutes les délégations d'accepter la suppression des mots "et au plus tard en septembre 1963" au paragraphe 3 du dispositif de manière à permettre l'accord dont dépend le succès de la Conférence.

^{1/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, trente-quatrième session, Supplément No 12, par. 109, projet de résolution II.

37. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) rappelle que les problèmes qui seront abordés à la Conférence intéressent directement son pays. Si la Nouvelle-Zélande était appelée à participer au Comité préparatoire de 30 membres, elle lui apporterait assurément tout son concours. C'est précisément parce qu'elle a pleine conscience des difficultés techniques à résoudre et de la nécessité de procéder à une préparation longue et soignée, que la Nouvelle-Zélande insiste pour que la date de la Conférence ne soit pas fixée définitivement dès maintenant. Puisqu'il est évident que la Conférence ne pourra guère examiner sérieusement les problèmes dont elle sera saisie si elle est convoquée en 1963, le mieux serait de décider que la Conférence se tiendra le plus tôt possible après la conclusion des travaux du Comité préparatoire. M. Bolt espère que les auteurs du projet de résolution assoupliront leur texte de manière à recueillir l'appui le plus large.

38. M. TODOROV (Bulgarie) annonce que si les auteurs présentent ou acceptent un amendement formel tendant à ne pas tenir la Conférence en septembre 1963, sa délégation se réserve le droit de rectifier une décision aussi fâcheuse en réintroduisant une proposition en vue de convoquer la Conférence en 1963.

39. M. STANOVNIK (Yougoslavie) donne à la Commission l'assurance que les auteurs du projet de résolution étudieront de près toutes les suggestions qui ont été formulées au cours des débats. L'ordre du jour de la Commission étant très chargé, il importe qu'elle procède rapidement au vote sur le projet de résolution. Si les auteurs devaient présenter une nouvelle version révisée de leur texte ou si des délégations proposaient à la dernière minute des amendements oraux, M. Stanovnik espère que le Président n'interprétera pas de manière trop rigide l'article 121 du règlement intérieur et n'insistera pas pour ne mettre aux voix que les textes communiqués à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance.

40. Le PRÉSIDENT, notant qu'aucune délégation ne s'oppose à cette suggestion, déclare qu'il en tiendra compte dans l'application de l'article 121 du règlement intérieur.

La séance est levée à 13 h 15.